

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia

Faculté SECG

Département des Sciences Économiques

ÉCONOMIE PUBLIQUE

L3 Économie Quantitative (2019-2020)

M. CHALANE Smail

CHAPITRE 2 :

Les théories économiques de l'État

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- 1) **Rendre compte du débat marché/régulation et de l'évolution de la conception de l'Etat dans l'Histoire de la Pensée Economique.**
- 2) **Retracer l'évolution historique de la place de l'Etat dans l'économie durant la période récente.**

INTRODUCTION

- Si l'opposition entre "**État gendarme**" et "**État providence**" reflète une partie des débats du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle, il convient de rappeler que l'Autorité publique n'a jamais cessé d'intervenir dans la sphère économique et sociale.
- Cependant, les **guerres de 1914 et de 1940**, ainsi que la **crise économique de 1929**, vont donner une **nouvelle légitimité aux interventions de l'Etat**.
- Cette **évolution du rôle de l'Etat dans le temps** est à mettre en parallèle aussi bien avec les **contingences de l'Histoire...** qu'avec **l'évolution de la pensée économique**.
- En effet, **l'Histoire de la Pensée Economique** est marquée par un débat permanent entre les **partisans du marché autorégulateur et d'une faible intervention de l'Etat** et les **partisans d'une régulation étatique de l'activité économique**.

I. L'ETAT GENDARME

1.1 L'État minimum

- Selon la **théorie libérale** de la « **main invisible** » d'Adam **SMITH**, la poursuite des intérêts individuels débouche nécessairement sur le bien-être collectif dans le cadre d'une **économie de marché** qui se régule **automatiquement**.
- En conséquence, l'**intervention de l'État dans l'économie** doit être limitée aux fonctions de « **l'État minimal** » ou de « **l'État Gendarme** » :
 - **La protection des individus** : Armée, Police, Justice.
 - **La protection des marchés** : droit de propriété, lois anti-trust...
 - **La prise en charge des infrastructures non-rentables indispensables à l'économie** (routes, canaux, service postal, etc.) car :
 - ✓ **Leur consommation est collective ;**
 - ✓ **Leur coût marginal est nul ;**
 - ✓ **Aucune entreprise privée n'est prête à les fournir.**

1.1 Un État minimum

État-gendarme

Sécurité
intérieure

Sécurité
extérieure

Consommation
collective

- L'État-gendarme se limite aux **fonctions régaliennes** et à la fourniture d'un certain nombre de **consommations collectives**.
- Dans l'HPE, l'État gendarme correspond à la vision **classique** et **néoclassique** du rôle de l'État, ayant prévalu jusqu'au milieu des années 30".

1.1 Un État minimum

Le rôle de l'État pour les Néo-classiques

1) Faire respecter les règles de base

- **L'État gendarme au sens strict**
 - Police, Justice, Défense
 - Protection du droit de propriété privée
- **Le gendarme de la concurrence** (lois anti-trust)

2) Palier aux trois défaillances du marché

- **Les monopoles naturels**
- **Les biens publics**
- **Les externalités**

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire

- **Au cours du XIX^{ème} siècle**, l'État s'est grandement conformé aux principes préconisés par les libéraux :
- a) **Le poids de l'État dans l'économie reste faible** : Les dépenses publiques n'excèdent pas **10 à 12% du PIB**, soit un niveau inférieur de 3 à 5 fois au niveau actuel.

Dépenses publiques en % du PIB

	1870	1913	1920	1937
France	12,6	17,0	27,6	29,0
Royaume-Uni	9,4	12,7	26,2	30,0
Etats-Unis	7,3	7,5	12,1	19,7
Moyenne Ocde	10,7	12,7	18,7	22,8

(Source : Source: Vito Tanzi et Ludger Schuknecht, Ocde 2007)

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire (suite)

b) La structure des dépenses publiques est bien conforme aux fonctions de l'État-Gendarme : La **défense**, les **pouvoirs publics** et les **transports** représentent plus de la moitié des dépenses publiques.

Structure des dépenses publiques de l'Etat central (en %)

	1880	1920
Administration générale (justice, diplomatie...)	19,4	14,4
Défense, police	26,2	41,4
Transports, communications	13,4	11,6
Education, culture, recherche	3,8	3,7
Action sociale, santé, emploi	0,5	3,5
Action économique	0,8	0,4
Logement, urbanisme, environnement	1,7	2,3
Service de la dette	34,2	22,7
Total	100,0	100,0

1.2 L'État gendarme dans l'Histoire (suite)

c) L'État a adopté un certain nombre de lois favorables à la concurrence :

- ✓ **sur le marché du travail** (la loi le Chapelier de 1791 interdit les coalitions, c'est-à-dire les syndicats et les corporation),
- ✓ **sur le marché des biens** (le *Sherman Act* de 1890 interdit les monopoles aux États-Unis),
- ✓ **et en faveur du libre-échange** (abolition des « *Corns Laws* » en 1846 permettant la libre entrée du blé américain en Angleterre).

II. L'ETAT PROVIDENCE

2. L'État-Providence

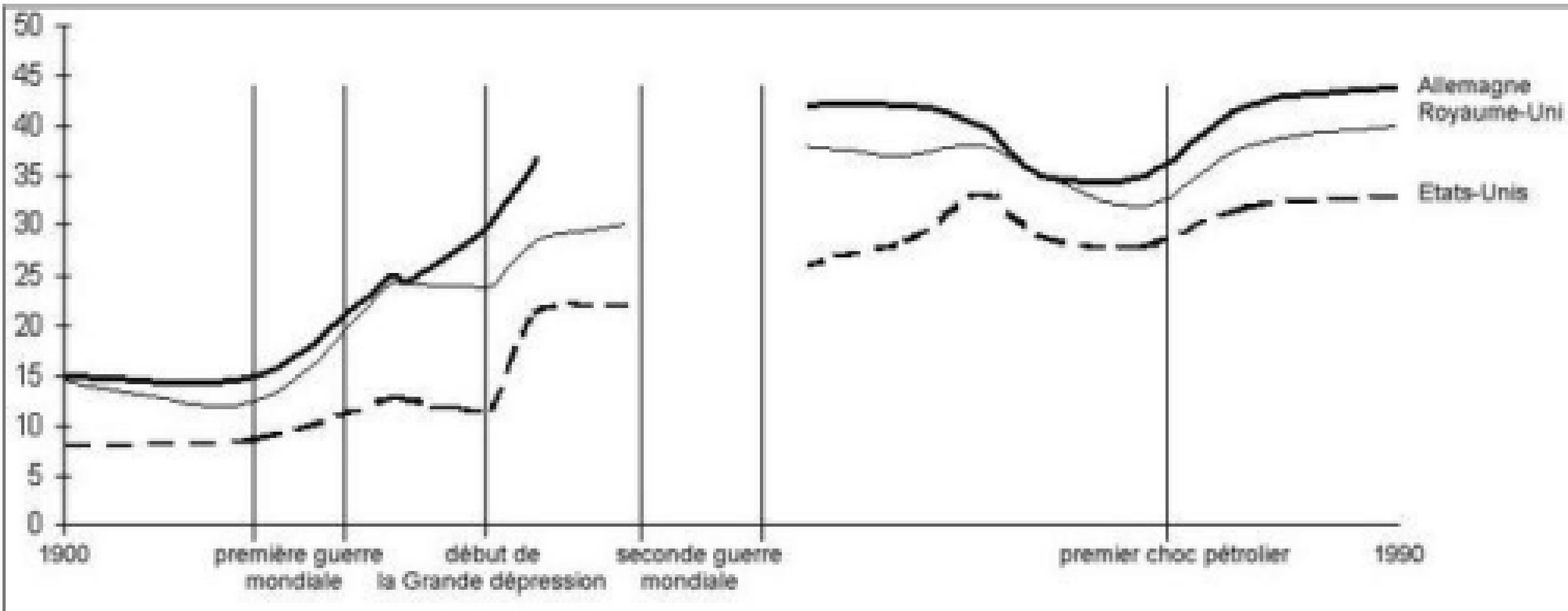
- Déjà à partir de la **deuxième moitié du XIXe siècle**, l'Etat a été obligé de **transgresser les principes libéraux** pour **compenser les défaillances du marché** :
 - **il se substitue à l'initiative privée en impulsant le démarrage économique** (le *Homestead Act* de 1862 aux Etats-Unis ; le protectionnisme éducatif en Allemagne ; la réforme du Meiji de 1868 au Japon) ;
 - **ou il compense les excès du libéralisme** (reconnaissance du droit de grève en France en 1864 ; les assurances sociales de Bismarck en 1883).

2. L'État-Providence

- Cependant, c'est véritablement à partir de la **Première guerre mondiale (1914-18)** qu'on constate une **forte augmentation de l'intervention de l'État dans l'économie**, qui s'est faite en trois étapes :
 - a) **La première guerre mondiale double la part des dépenses publiques dans l'économie.** Mais, les politiques libérales des années 1920 font revenir le poids de l'État à un niveau sensiblement égal à celui d'avant-guerre.
 - b) **La crise de 1929**, avec son cortège de **faillites d'entreprises** et de **chômeurs**, oblige l'État à intervenir massivement. Les **dépenses publiques** représentent alors près de **25% du PIB**. Pour la première fois dans l'Histoire, elles augmentent **plus vite que le PIB**.
 - c) **La mise en place de « l'État Providence » ou « Welfare State » durant les Trente glorieuses** (de la fin de la seconde Guerre Mondiale au milieu des années 70") a provoqué une **forte augmentation des dépenses publiques**. Le poids de l'État approche désormais **la moitié du PIB** dans les pays développés, à l'exception des États-Unis.

2. L'État-Providence

Poids des dépenses gouvernementales (en % du PNB)



2. L'État-Providence

- La notion d'État-Providence a deux sens :
 - **Au sens large** : il s'agit de **toutes les interventions économiques et sociales de l'État.**
 - **Au sens étroit** : il s'agit uniquement de l'intervention de l'État dans le **domaine social**, particulièrement à travers le **système de protection sociale.**
- **Le champ des interventions de l'État s'est donc considérablement élargi !!!**

État-Providence

Régulation conjoncturelle de l'économie

Redistribution des revenus + Protection Sociale

Production de services non marchands

2. L'État-Providence

- Aujourd'hui, la part des interventions attribuables à l'**Etat-Providence**, avec les **dépenses économiques** (soutien aux entreprises, recherche, transport...) et les **interventions sociales** (emploi, éducation, santé, prestations sociales...), **dépassent largement les 50% des dépenses publiques**.
- Cependant, ce ne sont pas les dépenses de l'**Etat central** qui sont responsables du **poids accru de l'Etat dans l'économie**, mais bien la **forte croissance des dépenses des collectivités locales** et surtout de la **Sécurité Sociale**, dont les dépenses représentent plus d'un quart du PIB dans la plupart des pays.
- En définitive, les **prélèvements obligatoires** (impôts + cotisations sociales) **ont augmenté plus vite que le PIB** et représentent **plus de 40% du PIB** dans la plupart des pays développés.

III. L'ÉTAT NÉOLIBÉRAL

3. L'État néolibéral

Sur la néolibéralisme

- Le néolibéralisme est une **doctrine politique et économique de droite**.
- Initialement formulée pendant les années 1940 et 1960, cette doctrine a pris véritablement son essor au milieu des années 1970 lorsque des **formations politiques conservatrices** vont utiliser ses principes en vue de les transformer en programmes politiques (surtout **Thatcher** au Royaume-Uni et **Reagan** aux États-Unis).
- **Friedrich von Hayek** et **Milton Friedman** constituent les deux principaux intellectuels associés à ce courant idéologique.



3. L'État néolibéral

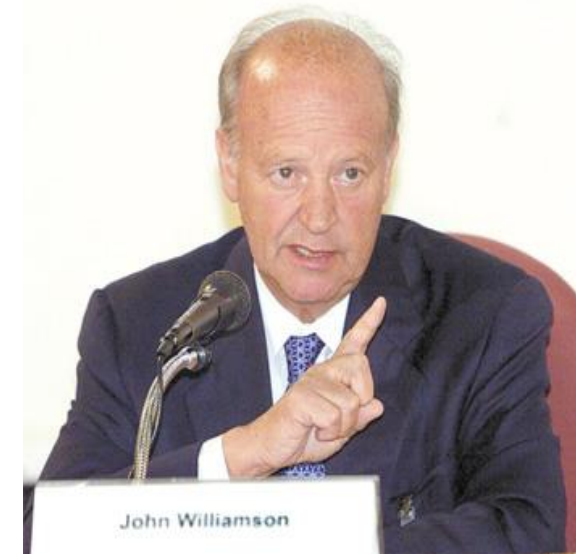
- L'analyse repose sur l'idée que la **grande dépression des années 1930** n'a pas été causée par les **excès du capitalisme**, mais par **les premières interventions de l'État qui auraient perverti les mécanismes de l'économie de marché.**
- **Crise économique des années 70 = crise du dirigisme étatique**
- Selon cette conception, **l'Etat doit jouer un rôle limité et laisser une large place au marché.**
- L'État néolibéral est d'abord et avant tout l'organe qui doit mettre en œuvre les **principes constitutionnels du droit privé**, ceux de la **libre concurrence** et de la **propriété privée.**

3. L'État néolibéral

- Cependant, le néolibéralisme ne propose pas d'éliminer l'État mais d'en **réduire la taille**.
- Friedman écrit: *«L'existence d'un marché libre n'élimine évidemment pas le besoin de gouvernement. Au contraire, le gouvernement est essentiel, à la fois comme forum pour déterminer les «règles du jeu» et comme arbitre pour interpréter et faire respecter les règles qui ont été adoptées.»*

3. L'État néolibéral

- Le néolibéralisme propose une **critique radicale** de l'interventionnisme étatique et, plus spécifiquement de l'**État providence** et du **keynésianisme**.
- Pour les tenants du néolibéralisme, la **libre compétition** des agents économiques animés par la recherche du profit constitue **LE seul vrai moteur du développement économique** national et international.
- Loin d'intervenir comme agent économique, l'État doit favoriser la **libre concurrence** et opter pour une **politique de laisser-faire**.
- Malgré la variété des usages, lorsqu'on évoque les "politiques néolibérales", on se réfère généralement au **"consensus de Washington"** défini par l'économiste américain **John WILLIAMSON** à la fin des années 1980.



3. L'État néolibéral

Les 10 principes du "Consensus de Washington"

- 1) **discipline budgétaire forte, donc peu de déficits ;**
- 2) **dépenses publiques avec un bon rendement ou une capacité réelle à réduire les inégalités engendrées par le marché ;**
- 3) **diminution des taux marginaux d'imposition ;**
- 4) **libéralisation des taux d'intérêts ;**
- 5) **taux de change compétitifs ;**
- 6) **libéralisation du commerce extérieur ;**
- 7) **ouverture aux investissements étrangers ;**
- 8) **privatisation des entreprises publiques ;**
- 9) **dérèglementation des marchés intérieurs ;**
- 10) **protection accrue de la propriété privée (des capitaux, des brevets, des droits d'investir, de vendre et d'acheter).**

3. L'État néolibéral

- **ATTENTION : Le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait faire dépérir l'État !**
- Le néolibéralisme n'est pas un ultralibéralisme qui voudrait **réduire l'État à sa plus simple expression** ; le néolibéralisme met au contraire **l'État au service de son projet économique et social**.
- En réalité, le néolibéralisme est un **nouveau type de libéralisme** qui ne rechigne pas à **utiliser les moyens étatiques** pour imposer partout la **logique de marché**, c'est-à-dire la **logique de la concurrence**, au-delà même du marché des biens et des services.
- Mieux, c'est un **interventionnisme gouvernemental** d'un genre très spécial puisqu'il est tourné vers la **transformation managériale de l'État** lui-même afin de le mettre au diapason de la **rationalité capitaliste**.

4. LA THÉORIE MARXISTE DE L'ÉTAT

4. La théorie marxiste de l'État

- La **théorie marxiste** part du principe que l'État est lié à la division de la société en classes sociales et que l'État est au service de la classe dominante.
- Pour Karl Marx et Friedrich Engels, l'avènement du Communisme ne peut être pensé comme une réalisation immédiate, mais nécessite une **période de transition** pendant laquelle un **État de transition** (un État ouvrier et socialiste accomplissant la dictature du prolétariat) **prépare son propre dépérissement**.
- Il est donc possible de distinguer 3 périodes :
 - 1) **la destruction de l'État bourgeois** (période révolutionnaire) ;
 - 2) **le socialisme et la dictature du prolétariat** (période de transition) ;
 - 3) **le communisme**, caractérisé par la disparition de l'État, la libre association de producteurs et l'absence de la division de la société en classes antagoniques.

4. La théorie marxiste de l'État

- On distingue donc une **double approche du rôle de l'Etat** dans la théorie marxiste :
 - ✓ D'une part, une **contestation de l'Etat**, symbole du pouvoir de la classe bourgeoise.
 - ✓ D'autre part, une **affirmation de la nécessité de la dictature du prolétariat et d'un État fort.**
- Ainsi, loin d'exclure le **socialisme d'Etat**, Karl MARX le **prescrit explicitement** : **centralisation et concentration du pouvoir aux mains de l'Etat ; propriété étatique du sol, expropriation de la rente foncière ; monopole étatique sur le crédit et l'activité bancaire ; contrôle du transport ; planification industrielle et économique centralisée...**

QUESTIONS DE RÉVISION

- 1) Le rôle de l'Etat dans l'économie a évolué énormément au cours de l'Histoire. Expliquez brièvement les **différentes conceptions** de la nature et des interventions économiques et sociales de l'Etat, en montrant comment progressivement l'Etat déploie ses prérogatives à d'autres domaines que ceux de l'Etat « **gendarme** ». Précisez enfin l'influence qu'a eu la **contre-révolution néolibérale** à partir des années 80".
- 2) Quelle est la **conception marxiste** du rôle de l'Etat ?